

ce soir. Mais on ne peut frapper d'un décret d'accusation une grande nation et un grand peuple comme le peuple allemand. Nous ne nous sommes débarrassés du kaiser que pour créer un état de choses favorable à l'avènement d'un Hitler. Le Canada a sa part de responsabilité, cela va de soi. Mais les grandes puissances n'ont pas pris la Société des Nations très au sérieux. J'ai siégé à titre de collaborateur temporaire durant une session entière de la Société à Genève, et l'expérience a été fort décevante, car j'ai constaté que les délégués britanniques—et sans doute les mêmes choses se sont produites parmi les autres délégués—agissaient là-bas joliment de la même façon qu'en cette enceinte, c'est-à-dire, qu'ils surveillaient les intérêts de la Grande-Bretagne et songeaient aux élections. Mais au Canada, nous n'avons guère pris la Société des nations fort au sérieux.

En outre, les pays refusaient constamment d'aller au secours des nations dont la souveraineté était violée. Il est bel et bon de parler de la nature sacrée des obligations que nous imposent les traités. Il est bel et bon de dire qu'Hitler a violé les traités. Et la France et la Grande-Bretagne? C'est une triste histoire. Pensez à la Mandchourie, à l'Ethiopie, à l'Espagne et à la Tchécoslovaquie. Voyons maintenant le cas de la Pologne. La Pologne moderne est l'une des nations qui ont résulté du traité. Nous nous rappelons aussi que Dantzig appartenait auparavant à l'Allemagne; les Allemands y forment à peu près 90 p. 100 de la population. Nous savons qu'il y a là un corridor qui est sans doute très précieux pour la Pologne, mais qui rompt les communications ainsi que l'unité de l'Allemagne. Tout cela résulte du traité de Versailles. La Ville libre de Dantzig a été un expédient juridique. Lloyd George et d'autres personnages avaient, dans le temps, averti le monde qu'en formant le corridor polonais de cette façon et en établissant le statut de Dantzig comme on le faisait, on préparait le terrain pour de nouvelles difficultés dans le monde. Je ne sais trop si la question eût pu être réglée pacifiquement; il est certain qu'elle n'eût pu l'être ainsi à la dernière minute. On aurait toutefois dû faire des efforts plus tôt en vue d'un règlement juste.

Je ne veux pas traiter en détail de la question des colonies. Nous pensons que les colonies sont très nécessaires, et les Allemands ont réclamé leur place au soleil. Nous appartenons à la catégorie des empires qui "possèdent". L'Allemagne est entrée tard sur la scène, de même que le Japon, et ces pays cherchent naturellement aujourd'hui à avoir quelques-unes de ces choses dont ils ont besoin pour réussir à concurrencer les autres grands empires du monde. Et c'est ainsi que se pré-

sente une situation dans laquelle on ne peut poser un problème concret et dire que la raison est d'un seul côté et que tous les torts sont de l'autre. Cela est impossible. Il me semble qu'avant tout les Canadiens doivent éviter l'hystérie, et nous sommes mieux placés pour cela ici que les gens de certains autres pays. Nous devons diriger nos efforts vers quelque chose de pratique. La Grande-Bretagne a sans doute aujourd'hui de lourdes responsabilités, mais je me demande si nous allons risquer les vies de nos fils canadiens pour empêcher Hitler d'entrer à Dantzig et dans le corridor. Je me demande ce qui arriverait s'il était question de donner Gibraltar et le canal de Suez et d'abandonner nos intérêts en Palestine ou dans les colonies d'Afrique. Qu'arrive-t-il? La Société des nations a été pratiquement mise à l'écart et voici que nous retournons à la politique des alliances de puissances. Franchement, nous en sommes là. Nous assistons à un spectacle des plus étranges. Il est ridicule, ainsi que l'a dit le premier ministre, de voir l'Allemagne faire cause commune avec la Russie, mais je ne sais trop s'il n'était pas beaucoup plus ridicule de voir M. Chamberlain essayer de faire cause commune avec la Russie. La vérité est que nous cherchons encore à obtenir la balance du pouvoir et autres choses de ce genre.

Je vous le demande, la dernière guerre a-t-elle réglé quelque chose? J'ose dire qu'elle n'a rien réglé, et la nouvelle guerre dans laquelle on nous demande d'entrer, quelque considérable et sanguinaire qu'elle soit, ne réglera rien non plus. Ce n'est pas ainsi que se font les règlements. On a beau nous dire qu'il faut combattre pour la liberté et la démocratie, souvenons-nous que la guerre est la négation de ces deux choses. Pour vaincre, il faut adopter précisément les tactiques que l'on condamne chez l'ennemi. Le Canada doit accepter sa part de responsabilité de l'état de choses actuel. Il est vrai que nous faisons partie de la Société des nations, mais quiconque a siégé dans cette Chambre sait combien il a été difficile jusqu'ici de susciter l'intérêt dans la discussion des affaires étrangères. Il y a cependant plus, et c'est que nous laissons les Canadiens profiter de la situation. Le premier ministre a beau dire qu'il va empêcher les profits excessifs, il n'en est pas moins vrai que le Canada a expédié d'énormes quantités de nickel et de ferraille, de cuivre et de chrome au Japon et à l'Allemagne, qui pouvaient alors devenir des pays ennemis. Voilà ce que nous avons fait. Il est peut-être encore possible de l'empêcher, mais je suis d'avis que, si l'on doit fusiller quelqu'un, ceux que leur commerce avec un ennemi en puissance a enrichis, devraient être les premiers à faire face au peloton d'exécution.